

# La confrérie des Frères Musulmans : Un vestige de la guerre froide ? 2/3

*René Naba*

## **L'Europe occidentale, refuge de luxe des Frères Musulmans du temps du boom pétrolier dans la décennie 1970-1980.**

Trois ans après l'assassinat de Sadate, son successeur Hosni Moubarak, confère, en 1984, une reconnaissance politique aux «Frères musulmans» sans toutefois leur concéder le statut de parti. Contournant l'obstacle, les Frères s'engagent sur le terrain politique sous l'étiquette «indépendant», participant aux manifestations visant à la réforme de la constitution et à l'abrogation de l'état d'urgence. Investissant le terrain social et financier, ils viennent en assistance aux classes défavorisés.

La dimension islamique de la contestation populaire atteindra son apogée lors du rétablissement, sous la pression de la rue, du crime d'apostasie par la justice égyptienne et la promulgation d'un nouveau code restrictif de la presse égyptienne. Mais la tentative d'attentat contre le Président Hosni Moubarak, en juin 1995 -la vingtième du genre en quinze ans-, donne l'occasion au président égyptien de mettre au pas les formations islamistes dont l'activisme, jugeait-il, menaçait de gangrener les principaux rouages de l'Etat.

Un mois après cette tentative à l'occasion du sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Le Caire passe à l'offensive et mène une guerre à outrance contre les chefs de file des formations islamistes ayant revendiqué la responsabilité de cet acte. L'Egypte demande l'extradition de cent vingt islamistes égyptiens réfugiés en Afghanistan ou en Europe occidentale.

A partir du premier choc pétrolier et, surtout, de la guerre antisoviétique en Afghanistan, dans la décennie 1980, les Saoudiens renoncent à la sous-traitance pour prendre directement en main la gestion de l'Islam européen, établissant leurs propres centres et mosquées financés par la Ligue mondiale, aux dépens, paradoxalement, des structures des Frères Musulmans. C'est ainsi que les Frères Musulmans participent, en 1973 (l'année du premier choc pétrolier), à la fondation du Conseil islamique d'Europe, dont le point d'orgue sera la fondation de l'Union des organisations islamiques en Europe (UOIE) et de l'Union des organisations islamiques de France, en 1983, en pleine phase de montée en puissance de la troisième génération issue de l'immigration arabo musulmane.

Durant cette période, l'Europe occidentale faisait office de base arrière «aux combattants de la liberté» où soixante dirigeants islamistes y avaient résidence, dont quinze disposaient du statut de «réfugié politique». A lire la liste des hôtes de marque de l'Europe, la «guerre contre le terrorisme» paraît risible, ce qui témoigne de la duplicité de la diplomatie occidentale tant vis-à-vis de l'opinion occidentale que vis-à-vis du Monde arabe.

### **Parmi les célèbres réfugiés politiques figuraient:**

- **Ayman Al-Zawahiri**, le N°1 d'Al Qaida depuis l'élimination d'Oussama Ben Laden le 2 mai 2011.

Il résidait à l'époque en Suisse avec le titre de commandeur des groupements islamistes en Europe. Adhérent dans les années 1980 à la formation «Al-Jihad», il avait été condamné à trois ans de prison dans l'affaire de l'assaut de la tribune présidentielle lors de l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate, en octobre 1981. A sa sortie de prison, il a séjourné en Afghanistan avant de se rendre en Europe.

- **Mohamad Chawki Al-Islambouli**, frère du meurtrier de Sadate, Khaled Al-Islambouli. Innocenté lors du procès de l'assassinat du chef de l'Etat égyptien, il a rallié les rangs des combattants anti-israéliens au sud-Liban avant de se rendre à Peshawar. Résidant à Kaboul, Chawkat Al-Islambouli a été condamné par contumace dans le procès des «égypto-afghans».
- **Talaat Fouad Kassem**, porte-parole de mouvements islamistes en Europe, chargé de la coordination des activités des divers responsables et de la transmission des consignes, des instructions et des subventions entre l'Europe et les militants de base en Egypte. Condamné à 7 ans de prison au moment de l'assassinat de Sadate, il a été le premier à rejoindre les rangs des combattants islamistes afghans où il s'est distingué au sein des escadrons de la mort dans des opérations de guérilla antisoviétique. Avant le Danemark, il était responsable des groupements islamistes à Peshawar (Pakistan), point de transit des Moudjahidin vers l'Afghanistan. Talaat Fouad Kassem sera conduit alors en veillesse les activités de son bureau de Copenhague à la suite de l'attentat anti Moubarak en 1995.

A cette époque, avant d'être touchée à son tour par un attentat faisant 50 morts le 7 juillet 2005 (jour de la tenue du Sommet du G8 sur son territoire, au lendemain de la décision du Comité Olympique Internationale de lui attribuer l'organisation des Jeux Olympiques de 2012), Londres était la capitale mondiale de l'Islam contestataire, puisqu'elle comptait parmi ses hôtes les principaux opposants islamistes tels que le tunisien Rachid Ghannouchi, le soudanais Moubarak Fadel Al-Mahdi, le pakistanais Attaf Hussein (chef du parti d'opposition Muhajir Qawmi Movement (MQM)) ainsi que l'algérien Kamar Eddine Katbane (vice-président du comité du FIS (Front Islamique du Salut)).

Un prosélytisme tous azimuts s'était en effet mis en route à la faveur du choc pétrolier et de la guerre d'Afghanistan. C'est l'époque où la Ligue du Monde Islamique prend son envol et où l'Arabie Saoudite, pour briser la prééminence égyptienne dans les affaires arabes, propulse «le Conseil de coopération du Golfe» (sorte de «syndicat de défense des intérêts des émirs pétroliers du golfe pro américain», selon l'expression en vigueur à l'époque au sein de l'opposition anti-monarchique), une instance dont seront exclus tant l'Irak que l'Iran pourtant d'importants pays pétroliers de surcroît riverains de la voie d'eau.

Si le «Conseil de Coopération du Golfe» devient l'instrument de la diplomatie régionale de l'Arabie, la Ligue du Monde islamique sera l'instrument d'encadrement par excellence des communautés musulmanes de la diaspora.

Siégeant à La Mecque, dirigée statutairement par un saoudien ayant la haute main sur la formation des Imams et des prédicateurs, l'attribution des bourses d'études, le développement des instruments de communication à vocation pédagogique (diffusion du Coran et de documents audio-visuels), elle supervisera aussi la mission du «Conseil Supérieur des Mosquées» qui lui est affilié et dont la tâche exclusive est la promotion des lieux de culte dans le monde.

En Europe, la Ligue a disposé de représentations dans la plupart des métropoles (Londres, Bruxelles, Rome, Genève, Vienne, Copenhague, Lisbonne et Madrid). La pénétration des populations musulmanes s'est faite de manière stratégique par la multiplication des centres culturels et religieux et d'institutions spécialisées. L'Arabie Saoudite a réparti ses principales institutions entre les grandes capitales européennes dans le souci d'impliquer le plus grand nombre des pays de l'Union à sa politique de sensibilisation islamique et de prévenir toute vacuité institutionnelle qui profiterait à ses rivaux. Si le Conseil Continental des Mosquées d'Europe a choisi Bruxelles pour siège, l'Académie Européenne de Jurisprudence Islamique est basée à Londres.

L'existence de la Ligue du Monde Islamique traduit alors le souci constant des dirigeants wahhabites de s'assurer la supervision de la gestion de la sphère spirituelle au sein du Monde Musulman. Véritable structure de diplomatie parallèle, la Ligue Islamique est le précurseur et la matrice de l'Organisation de la Conférence Islamique, vaste rassemblement d'une cinquantaine de pays représentant près d'un milliard de personnes, devenu l'un des plus importants forum du

## Monde non occidental.

Le mot d'ordre de l'époque n'était pas le «péril islamiste» ou le «choc de civilisations», mais l'alliance contre l'athéisme antisoviétique sur fond de recyclage de pétrodollars.

Pour répondre à la demande, au plus fort du Djihad Afghan, l'Arabie alloue une subvention annuelle de près de 750.000 (sept cent cinquante mille) dollars à l'Université islamique d'Islamabad dirigée à l'époque par un Recteur dont l'allégeance lui permet ainsi de superviser la production de la jurisprudence islamique d'une institution, qui constitue avec le Centre Islamique de Lahore (Pakistan), l'une des plus fécondes sources de jurisprudence du monde musulman, loin devant l'Université égyptienne d'«Al Azhar».

Le Royaume se dote même en 1984 d'une imprimerie spéciale: «Le complexe du Roi Fahd pour l'impression du Livre sacré», éditant annuellement huit millions d'exemplaires dans les principales langues de la sphère musulmane (français, anglais, arabe, espagnol, haoussa, urdu, turc), se hissant au rang de principal pourvoyeur du Livre Saint dans le monde. Au total, durant la décennie 1980, l'Arabie éditera cinquante trois millions d'exemplaires du Coran offrant gracieusement trente six millions d'exemplaires aux fidèles de soixante dix huit pays à l'occasion du Ramadan.

Vingt six millions d'exemplaires ont été offerts aux fidèles des pays d'Asie, cinq millions pour l'Afrique, un million pour l'Europe, autant pour l'Australie et pour l'Amérique et le reliquat aux pèlerins à l'occasion du pèlerinage de La Mecque.

L'Arabie Saoudite, qui a consacré durant la décennie 1980 près d'un milliard de dollars (10 milliards de FF au taux de l'époque) à l'entretien des lieux de culte, compte trente mille mosquées, quatre vingt dix Universités et Facultés théologiques, record mondial absolu par rapport à la densité de la population. Durant cette même décennie, le Roi Fahd va également procéder à l'expansion des sites situés dans l'enceinte du périmètre sacré des lieux Saints de l'Islam, décuplant leur superficie et leur capacité d'accueil, respectivement de sept cent trente mille fidèles pour La Mecque et six cent cinquante mille pour Médine, alors que simultanément l'effort se portait sur l'enseignement religieux à l'aide des deux grandes universités islamiques du Royaume: l'Université de l'Iman Mohamad Ben Saoud de Riyad qui a procédé à la formation de vingt trois mille étudiants d'une quarantaine de nationalités et l'Université Oum Al Qorah à La Mecque, (seize mille étudiants de quarante sept nationalités), se muant en autant de zélés propagateurs d'une conception saoudienne de l'Islam au sein de la communauté des pays musulmans.

## **Sous Mubarak, les Frères Musulmans, la principale force d'opposition**

A cette époque, le Président Mubarak avait dû faire face à une vingtaine d'attentats dont les plus célèbres auront été, en 1993, l'attaque de Sidi Barani contre le convoi présidentiel alors que le président égyptien se rendait par la route en Libye pour rencontrer le colonel Kadhafi, et en 1994, la tentative aux Etats-Unis qui avait entraîné la mise en cause du Cheikh Omar Abdel Rahman, chef des intégristes égyptien en exil sur le territoire américain.

Pendant deux décennies, Hosni Mubarak alternera la carotte et le bâton, utilisant les Frères Musulmans comme soupape de sûreté aux trop fortes pressions israéliennes ou américaines, concédant à la confrérie une large autonomie dans la gestion de la sphère culturelle et sociale, la bridant au gré des virages, réservant à sa coterie les lucratifs contrats de marchés publics. Par un lent travail de grignotage de la sphère de la vie civile, la confrérie réussira à devenir le premier groupe d'opposition à l'assemblée du peuple avec un contingent de quatre vingt huit députés sur quatre cent cinquante quatre, sans toutefois réussir à infléchir, ni la logique de vassalité égyptienne à l'égard de l'axe israélo-américain, ni la paupérisation croissante de la société du fait de la politique népotique et corruptrice de Hosni Mubarak.

Disposant d'un statut hybride au sein de l'état égyptien, une association tolérée mais non légale,

la confrérie se trouvait en pleine stagnation, conduisant des membres influents à prôner un véritable «aggiornamento» pour sortir de l'impasse dans lequel le pouvoir égyptien tentait de les enfermer. Bon nombre des membres de l'organisation opteront ainsi pour le costume à l'occidentale, renonçant à la tenue traditionnelle, élargissant leur recrutement aux diplômés des grandes écoles.

Une impasse idéologique suicidaire se manifeste alors avec acuité lors de la destruction de l'enclave palestinienne de Gaza (décembre 2008-janvier 2009), avec la complicité passive des grands pays arabes sunnites (Égypte, Arabie saoudite, Jordanie). L'alliance avec le chef de file de l'Islam sunnite arabe (l'Arabie saoudite), conduit à la destruction de l'unique organisation sunnite arabe prônant la lutte armée contre Israël (le Hamas, filiale palestinienne des Frères Musulmans), laissant le champ libre au Hezbollah chiite, et, indirectement au mouvement «Al Qaeda», le rival idéologique de la confrérie sur le plan sunnite.

Pareille déconvenue était survenue à d'autres organisations islamiques, notamment le GIS algérien de M. Abassi Madani, lors du débarquement de cinq mille soldats occidentaux (été 1990), en Arabie Saoudite, pour se lancer à l'assaut de l'Irak depuis la terre sainte de l'Islam.

### **Les Frères Musulmans à l'épreuve du pouvoir**

A la fin de février 2011, alors que le pouvoir de Hosni Moubarak chancelait, les Frères Musulmans décident de créer le «Parti de la liberté et de la justice»: un bras politique à l'effet d'influer sur l'avenir du pays.

S'il est vrai que la révolte égyptienne a été impulsée et conduite par une coalition de forces politiques, secondée par des réseaux d'internautes, à dominante laïque et démocratique, il n'en est pas moins vrai que les organisations de la mouvance islamique ou leurs membres à titre individuel ont pris part à ce mouvement. Sur un pied d'égalité avec des formations d'importance marginale avant le début du soulèvement, des groupes plus proches des dissidents est-européens de 1989 que des partis de masse ou des avant-gardes révolutionnaires, acteurs traditionnels des révolutions sociales.

Si dans le cas tunisien, la discrétion du mouvement islamiste a pu s'expliquer par la férocité de la répression qui a entravé la capacité d'action du parti En Nahda, c'est paradoxalement dans leur statut même de parti toléré par le régime militaire que se trouve la clé de l'attitude pusillanime adoptée par les Frères musulmans égyptiens.

A l'instar de son prédécesseur Sadate qui avait retourné contre lui l'opinion lors de son «automne de la colère» (1981) en muselant l'opposition, Moubarak, présumant de ses forces, commet la même erreur 30 ans plus tard. A la veille des élections législatives de décembre 2010, prélude à la reconduction d'un sixième mandat à la tête de l'Etat, il écarte l'opposition de la consultation électorale avec la complicité passive de ses parrains occidentaux qui réservaient alors – et exclusivement – leurs critiques et leurs menaces au seul Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire, dont la réélection a eu lieu le même jour que le scrutin égyptien.

L'un comme l'autre se lancent dans une opération de diversion à connotation religieuse. Sadate bannit dans un couvent du Sinaï le chef de l'Eglise copte, le Pape Shenouda, alors que sept millions de coptes vivent en Égypte, représentant dix pour cent de la population et autant dans la diaspora occidentale, particulièrement aux Etats-Unis et en Europe.

Habitants originels, le pays tirant son nom du leur, ils sont la minorité chrétienne la plus importante du Moyen Orient. Shenouda, un patriote à toute épreuve, s'est distingué comme simple soldat sur le front de Suez, en 1956, et, par crainte d'une instrumentalisation des coptes dans le conflit israélo-arabe, avait interdit à ses ouailles d'effectuer le pèlerinage des Lieux Saints chrétiens de Jérusalem tant que les Palestiniens n'auront pas eu droit à leur Etat.

Dans une opération de diversion, Moubarak, par l'entremise de son ministre de l'intérieur, Habib Al Adli, cautionnera l'attentat contre une église d'Alexandrie lors de la fête de la nativité des Coptes (fin décembre 2010), suscitant une vague d'indignation à travers le Monde et un élan de solidarité sans pareil au sein de la population égyptienne, prélude aux manifestations Place Tahrir. Présomption fatale qui abrogera son mandat et démasquera son imposture aux yeux de

l'opinion internationale.

Au total, depuis l'avènement de la République en Egypte, les relations en dent de scies entre l'armée et les Frères Musulmans se sont soldées négativement par l'assassinat d'un président (Sadate) par un islamiste, et par la participation des Frères Musulmans à la chute d'un deuxième président (Moubarak), en représailles à la répression dont ils auront été l'objet de sa part, tout au long.

### **La devise des Frères Musulmans (Hizb al-Ikhwan al-Muslimun)**

La devise de la confrérie constitue tout un programme et retentit comme un véritable appel à la mobilisation: «Allah est notre objectif. Le Prophète est notre chef. Le Coran est notre loi. Le Jihad est notre voie. Mourir dans la voie d'Allah est notre plus grande espérance». Son logo était constitué de deux sabres croisés. Il a été abandonné au profit d'un logo moins agressif, deux mains jointes autour d'une motte de terre où prend racine une pousse verte.

L'un des principaux dirigeants du mouvement, Khairat Al Shater, a été libéré de prison dans la semaine qui a suivi le dégageant de Moubarak. Ce fut également le cas du doyen des prisonniers politiques égyptiens Abboud Al Zoummor, chef du Jihad islamique égyptien, et de son frère Tareq. Tous les deux avaient été incarcérés pour leur implication dans l'assassinat d'Anouar Al Sadate. Né en 1947, dans la province de Guizeh, Abboud Al Zoummor, est un ancien officier de l'armée décoré au front, en 1973, pour sa bravoure dans des «opérations derrière les lignes ennemies». Il avait officiellement purgé sa peine en 2001, mais il a été maintenu en prison dix ans de plus jusqu'à la chute de Moubarak.

Deux ans plus tard, les Frères Musulmans retrouvaient le chemin de la prison, avec, en tête du cortège, Mohamad Morsi et son état major, ses fidèles sévèrement pourchassés et réprimés.

### **Rached Ghannouchi, lauréat 2011 de Foreign Policy**

Sans surprise pour ceux qui ont suivi ce récit, Rached Ghannouchi, Waddah Khanfar, Waël Al-Ghoneim, Bernard Henry Lévy et Nicolas Sarkozy ont été distingués en 2011 par la revue «Foreign Policy» parmi les «personnalités les plus influentes de 2011».

Des lauréats qui ne manquent pas d'allure: Rached Ghannouchi, le chef du parti islamiste tunisien An Nahda, longtemps la bête noire des Occidentaux, Waddah Khanfar, l'ancien directeur islamiste de la chaîne Al Jazira, et interlocuteur des services de renseignements américains ainsi que Waël Al-Ghoneim, responsable pour l'Egypte du moteur de recherche américain Google, amplificateur du soulèvement populaire égyptien place Tahrir.

Parmi les «100 plus grands intellectuels» honorés cette année-là, figuraient une brochette de belliciste à tout crin: Dick Cheney, ancien vice-président de George Bush jr, un des artisans de l'invasion de l'Irak, de même que Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat de George Bush, le sénateur John Mac Cain, le président français Nicolas Sarkozy, le couple Bill et Hilary Clinton, le ministre de la défense de Bush jr et de Barack Obama, Robert Gates, le premier ministre turc Recep Teyyeb Erdogan et l'incontournable Bernard Henri Lévy.

Et sur le plan arabe, outre les trois personnalités précitées, ont figuré l'ancien Directeur de l'agence atomique de Vienne Mohamed Baradéï et le politologue palestinien Moustapha Barghouti, que nous aurions souhaité être distingué par un autre aréopage que Freedom House ou Global Voice Project.

Avec mention spéciale pour Ghannouchi «l'un des plus grands intellectuels de l'année 2011». Rached Ghannouchi, il est vrai, avait mis à profit son séjour aux Etats Unis pour rendre visite au «Washington Institute for Near East Policy», très influent think tank fondé en 1985 par M. Martin Indyk, auparavant chargé de recherche à l'American Israel Public Affairs Committee ou AIPAC, le lobby israélien le plus puissant et le plus influent aux Etats-Unis. Le chef islamiste, longtemps couvé médiatiquement par la Chaîne Al Jazira, a pris soin de rassurer le lobby pro-

israélien quant à l'article que lui-même avait proposé d'inclure dans la constitution tunisienne concernant le refus du gouvernement de collaborer avec Israël.

En trente ans d'exil, cet ancien nassérien modulera sa pensée politique en fonction de la conjoncture, épousant l'ensemble du spectre idéologique arabe au gré de la fortune politique des dirigeants, optant tour à tour, pour le nassérisme égyptien, devenant par la suite adepte de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny (Iran), puis de Hassan Al Tourabi (Soudan), pour jeter ensuite son dévolu sur le turc Recep Tayeb Erdogan, avant de se stabiliser sur le Qatar, soit sept mutations, une moyenne d'une mutation tous les quatre ans.

Du grand art qui justifie a posteriori le constat du journaliste égyptien Mohamad Tohi3ma «Les Frères Musulmans, des maîtres dans l'art du camouflage et du contorsionnement mercuriel», article paru dans le journal libanais «Al Akhbar» en date du 1er octobre 2011 reprenant une tribune de Mohamad Tohima, directeur du quotidien égyptien «Al Hourriya». Du grand art. En attendant la prochaine culbute. La prochaine chute ?

Pour aller plus loin sur la stratégie de Rached Ghannouchi visant à masquer la faillite du pouvoir islamiste en Tunisie: <http://mondafrique.com/lire/politique/2014/03/02/tunisie-guerre-de-religion-au-sein-du-mouvement-islamiste-ennadha>

Quant au 2ème lauréat, Waddah Khanfar, son parcours résume à lui seul la confusion mentale arabe et la duplicité du Qatar. Ancien journaliste de la chaîne gouvernementale américaine «Voice of America», ce palestinien natif de Djénine, en Cisjordanie occupée, était parent par alliance de l'ancien premier ministre jordanien Wasfi Tall, surnommé le «boucher d'Amman» pour sa répression des Palestiniens lors du septembre noir jordanien (1970), dont il a épousé la nièce. Cet Islamiste notoire était aussi un interlocuteur des services de renseignements de l'US Army. Une opacité typique du comportement du Qatar.

Deux reproches ont pesé sur sa gestion de huit ans à la tête d'Al Jazira (2003-2011): sa volonté d'imposer un code vestimentaire ultra strict aux présentatrices de la chaîne, en conformité avec l'orthodoxie musulmane la plus rigoureuse, ce qui a entraîné la démission de cinq journalistes femmes, ainsi que sa publication des documents confidentiels sur les pourparlers israélo-palestiniens «The Palestine Paper», discréditant les négociateurs palestiniens; ce qui a conduit le chef des négociateurs palestiniens, Saeb Oureikate, à réclamer sa démission, de même que l'Arabie saoudite effrayée par la crainte que la large couverture des soulèvements arabes par la chaîne du Qatar n'ait des répercussions sur la stabilité des pétro monarchies. Propulsé à la direction de la chaîne Al Jazira par son ami libyen, Mohammad Jibril. Il sera remercié de la chaîne, en 2011, au terme de l'épisode libyen, mais gratifié de la distinction américaine. Maigre consolation. L'homme a quitté la scène publique, avec de substantielles indemnités, sans bruits, emportant avec lui ses secrets et sa part d'ombre, les raisons de sa gloire et de sa disgrâce.

### **Quant au 3 me larron BHL**

Echevelé, livide au milieu des tempêtes, le touriste de guerre a poursuivi sa quête incompressible du Graal, sautillant de Benghazi à la Syrie au secours de la liberté défendant le Monde Arabe, brandissant ses méfaits qu'il confondait avec des trophées, réussissant le tour de force d'instaurer la Chariah en Libye, provoquant la talibanisation de la zone sahéenne par l'implosion de la Libye.

Point n'est pourtant besoin de boussole. Un arabe ou un musulman, voire tout citoyen du monde un tant soit peu patriote, doit se ranger impérativement dans le camp adverse à celui de Bernard Henry Lévy, le fer de lance médiatique de la stratégie israélo-atlantiste dans la sphère arabo-musulmane. Songeons à la guerre antisoviétique d'Afghanistan (1980-1989) et à la mystification des «combattants de la liberté» magnifiés par BHL, qui aura opéré le plus grand détournement du combat arabe de la Palestine vers Kaboul avec les désastreuses conséquences qui en découlent encore de nos jours, au niveau de son excroissance djihadique et de ses dérives erratiques.

Cf. BHL ou comment se rendre ridicule [http://www.marianne.net/elie-pense/BHL-ou-comment-se-rendre-ridicule-pour-la-posterite\\_a364.html](http://www.marianne.net/elie-pense/BHL-ou-comment-se-rendre-ridicule-pour-la-posterite_a364.html)

Ci-joint son dernier exploit: Harangué les foules de Kiev, sous cadrage des vétérans de l'armée israélienne. <http://www.jta.org/2014/02/28/news-opinion/world/in-kiev-an-israeli-militia-commander-fights-in-the-streets-and-saves-lives>

Selon le site israélien alyaexpress-news.com, ce groupe de 35 combattants armés et cagoulés de la place Maidan, était dirigé par 4 anciens officiers de l'Armée israéliennes. Ces anciens officiers ont dès le début des événements rejoint le mouvement aux côtés du parti de la Liberté (Svoboda), bien que celui-ci ait la réputation d'être violemment antisémite. La présence d'unités israéliennes avait été signalée dans des événements similaires en Géorgie, aussi bien lors de la «révolution des roses» (2003) que lors de la guerre contre l'Ossétie du Sud (2008), où, en parfait synchronisme, BHL avait harangué les foules depuis son hôtel de Tbilissi, à plusieurs kms du champ de bataille. Manque à l'appel un lauréat: Hamad du Qatar: The Air and Field Marshal de Libye.

Sur ce lien le chainon manquant: <http://www.renenaba.com/lhomme-de-lannee-2011/>

En trois ans, deux des principaux libérateurs de la Libye, Les Etats Unis et la France, ont été la cible d'attentats de représailles, et, sur fond de sanglants règlement de compte entre factions rivales, de pillages du gigantesque arsenal libyen, le Sahel a muté en zone de non droit absolu, fragilisant considérablement le pré carré africain de la France, alors que, parallèlement, les maîtres d'œuvre de la contre révolution arabe semblaient dans la guerre intestine, menaçant de paralyser le Conseil de coopération du Golfe, la seule instance de coopération régionale arabe encore en activité.

Répudier la servilité à l'égard des Etats-Unis, bannir le dogmatisme régressif sous couvert de rigueur exégétique, concilier Islam et diversité, en un mot conjuguer Islam et modernité ... Tel était le formidable défi que les Frères Musulmans se devaient de relever à leur accession au pouvoir et non de mener une politique revancharde contreproductive, qui a conduit directement en prison leur chef de file égyptien et débouché sur la désintégration morale du Hamas, unique mouvement de libération nationale de l'Islam sunnite, dans un retour retentissant à la case départ.

La satisfaction légitime de la chute d'un dictateur ne saurait occulter le gâchis stratégique provoqué par l'effondrement d'un pays à la jonction du Machreq et du Maghreb et son placement sous la coupe de l'OTAN, le plus implacable adversaire des aspirations nationales du Monde arabe.

Acte stratégique majeur comparable par son ampleur à l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, le changement de régime politique en Libye, sous les coups de butoirs des occidentaux, était destiné au premier chef à neutraliser les effets positifs du «printemps arabe» en ce qu'il devait accréditer l'idée que l'alliance atlantique constituait le gendarme absolu des revendications démocratiques des peuples arabes.

Aucune intervention occidentale à l'encontre du Monde arabe, même la plus louable, n'est jamais totalement innocente, tant perdurent les effets corrosifs des actions passées et vivace le souvenir de leurs méfaits. Et l'intervention en Libye n'échappe pas à la règle en ce qu'elle ne cible qu'un régime républicain, à l'exclusion de toute monarchie, les exonérant de leurs turpitudes et de l'impérieuse nécessité de changement.

L'histoire retiendra que la révolution libyenne aura été «la première révolution assistée par ordinateur» et le meurtre libérateur de l'ancien bourreau l'objet d'une assistance à distance. La fin de Kadhafi est la fin d'une longue lévitation politique en même temps que d'une illusion lyrique.

Les Libyens vont devoir purger le cauchemar qui a peuplé leur subconscient et leur inconscient

**et apporter la démonstration qu'ils ne constituent pas un peuple d'assistés permanents. Le combat contre la dictature ne saurait être sélectif. La démocratie du Tomahawk a affranchi le djihadisme erratique et projeté dans l'arène la foultitude des paumés de l'islam takfiriste. Le sommeil de la raison a engendré des monstres.**